



Observatoire sur les Transitions Justes et Durables

**Perceptions, opportunités
et recommandations des
travailleurs du secteur
industriel du Sénégal pour
une Transition Juste**



Note de position du Guichet de la Transition Industrielle

Novembre 2025



CONTEXTE

Dans le contexte mondial de lutte contre le changement climatique, le Sénégal, comme de nombreux pays africains, s'engage dans une transformation profonde de son modèle de développement économique. La révision de la Contribution Déterminée au niveau National plus ambitieuse, l'élaboration de la Stratégie à long Terme (LTS) et la signature du JETP inscrivent définitivement le pays dans une trajectoire de développement sobre et résilient au climat.

Une trajectoire qui s'appuie sur tous les secteurs clés de l'économie notamment l'énergie et l'industrie. Pilier du développement national, le secteur industriel se trouve au cœur de cette mutation intégrant les dimensions de production et de consommation durables.

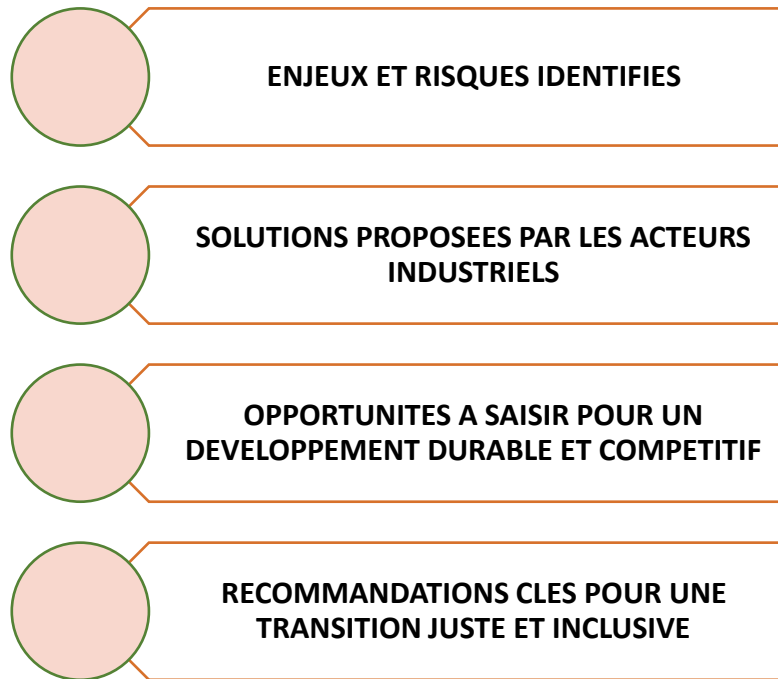
Une transition industrielle qui se manifeste à plusieurs niveaux allant des intrants (matière première) jusqu'aux travailleurs en passant par les maillons de production (énergie, technologie, numérique, etc.). Sur le moyen et long terme, ledit secteur est appelé à concilier compétitivité économique, durabilité environnementale et justice sociale.

Cependant, au-delà des considérations climatiques, les acteurs syndicaux considèrent que cette transition ne peut réussir que si elle est **juste**. C'est-à-dire qu'elle tient compte des droits des travailleurs (en les préparant aux nouveaux métiers), des besoins d'accompagnement des unités de production et des communautés locales ainsi que des réalités socio-économiques du pays.

C'est dans ce contexte que le plaidoyer, porté par les acteurs du secteur industriel, à travers l'[OJUST](#) (Observatoire sur les Transitions Justes et Durables¹), vise à attirer l'attention des décideurs publics, des partenaires techniques et financiers ainsi que des organisations syndicales sur les défis, opportunités et mesures prioritaires pour une transition juste et inclusive au Sénégal.

Cette note qui traduit la position des plusieurs organisations syndicales du secteur de l'industrie, s'articule autour de quatre points majeurs :

¹ <https://ojust-observatoire.org/>



1. Enjeux majeurs et risques identifiés

Les échanges menés à travers le Guichet de la transition industrielle de OJuST ont mis en lumière plusieurs risques majeurs comprenant entre autres :

- La perte d'emplois induite par l'automatisation, l'intelligence artificielle et la décarbonation des procédés industriels ;
- L'accès limité aux technologies modernes et aux matériaux de qualité, accentuant les inégalités entre grandes et petites entreprises ;
- Les problèmes environnementaux liés au démantèlement des installations fossiles, provoquant pollution des sols et des eaux, risques sanitaires, etc. ;
- Les coûts élevés des solutions de stockage de l'énergie solaire et les faibles ressources financières pour l'investissement ;
- La disponibilité limitée des matières premières nécessaires aux industries (ex. : gomme arabique) due aux effets des aléas climatiques (ex : sécheresse) et à l'insécurité régionale
- Les menaces sur les emplois traditionnels et artisanaux, concurrencés par les outils numériques ;
- L'engagement politique en termes d'accompagnement des industries locales dans leur modernisation et leur compétitivité.

Ces constats soulignent l'urgence d'une planification anticipée et concertée afin d'éviter de nouvelles fractures économiques et sociales induites par la transition énergétique et industrielle.



2. Solutions concertées pour une transition

Les acteurs du secteur appellent à un changement de paradigme fondé sur le dialogue, la planification multisectorielle et l'actualisation et/ou le développement des compétences. Les propositions consistent à :

- Mettre en place un cadre de dialogue tripartite permanent réunissant les syndicats et travailleurs de l'industrie, le Haut Conseil du Dialogue Social (HCDS) et le patronat pour anticiper les impacts sociaux et techniques des transitions.
- Renforcer la formation technique et la reconversion des travailleurs vers les métiers d'avenir : maintenance solaire, automatisation, numérique industriel, gestion de l'énergie, etc.
- Élaborer des curricula nationaux intégrant les transitions énergétique et industrielle dans la formation professionnelle.
- Valoriser les expériences réussies à travers des échanges Sud-Sud et assurer la mise à l'échelle des bonnes pratiques locales.
- Appuyer la modernisation des entreprises et/ou unités de production locales par une mise à niveau technologique et un meilleur accès au financement.
- Promouvoir la consommation locale en soutenant les produits manufacturés au Sénégal et la réparation/entretien local des équipements.
- Développer des unités de recyclage industriel des moteurs thermiques qui seront progressivement remplacés par l'électrique en vue de réduire les déchets et créer de nouveaux emplois autour de l'industrie de l'automobile.



3. Opportunités de la transition industrielle

La transition industrielle au Sénégal pourrait permettre aux acteurs en question (patronat, travailleurs, etc.) d'explorer des opportunités économiques, sociales et environnementales, notamment :

- La création de nouveaux métiers dans le numérique, les énergies renouvelables et la maintenance industrielle ;
- La réduction de la facture énergétique des entreprises grâce à l'intégration des énergies renouvelables ;
- Le transfert de technologies et l'innovation favorisant la modernisation des chaînes de production, la promotion d'une industrialisation verte, etc. ;
- Le développement de la transformation locale des matières premières et des minéraux stratégiques ou de transition nécessaire à la production de technologies propres pour accroître la valeur ajoutée nationale et la maîtrise de la transformation ;

- L'emploi des jeunes et des femmes dans de nouvelles filières porteuses (green tech, recyclage, agro-industrie durable).
- L'amélioration de la santé publique et de la qualité de l'environnement par la diminution des émissions et des pollutions ;

En somme, la transition vers un modèle de développement sobre en énergie pour le Sénégal peut être perçue comme un levier de compétitivité et de souveraineté industrielle et économique plutôt qu'une contrainte.



4. Recommandations

Afin de consolider ces dynamiques et garantir que la transition industrielle bénéficie à tous, les acteurs du secteur recommandent :

- La mise en place d'un cadre de concertation tripartite permanent entre l'État, le secteur privé et les partenaires sociaux pour piloter la transition ;
- L'adoption de politiques publiques incitatives : fiscalité verte, subventions ciblées, accès au financement et soutien à l'investissement dans les technologies propres ;
- Le renforcement massif de la formation professionnelle et la reconversion des travailleurs touchés par la transition ;
- Le soutien à l'innovation locale et à la consommation de produits nationaux pour stimuler la production interne ;
- L'intégration des enjeux climatiques et sécuritaires dans la planification industrielle et l'approvisionnement en matières premières ;
- La valorisation des nouveaux métiers et filières durables afin de rendre attractifs les emplois du futur et renforcer l'image du travail industriel.

La réussite de la transition industrielle au Sénégal dépendra de la capacité collective à associer progrès technologique, inclusion sociale et durabilité environnementale.

Une transition juste doit permettre à l'industrie sénégalaise de devenir plus compétitive, plus verte et plus résiliente, tout en garantissant la protection des travailleurs et la création d'emplois de qualité.

Les acteurs du secteur réaffirment leur engagement à accompagner l'État et les partenaires dans cette démarche, et appellent à faire de la COP30 un tournant historique pour une industrialisation durable et équitable du Sénégal.



Ils ont participé

